

LA LETTRE DE JUSTICE ET PAIX

ÉDITO

Le 9 janvier dernier, dans ses vœux au corps diplomatique, le pape Léon XIV, inspiré par saint Augustin dans son ouvrage *La Cité de Dieu*, nous invitait à nous prémunir contre «... les graves dangers pour la vie politique dérivant de fausses représentations de l'histoire, d'un nationalisme excessif et d'une distorsion de l'idéal de l'homme d'État».

Or dans une période de profonde réorganisation des équilibres géopolitiques et des paradigmes économiques, sociaux et culturels, nous sommes bien, non «dans une époque de changement, mais dans un changement d'époque», comme le disait le pape François (discours au V^e Congrès national de l'Église italienne, Florence, 10 novembre 2015).

Commençons à appliquer ce salubre avertissement aux défis que représente l'élection de celles et ceux qui porteront pour les six années à venir les enjeux sociaux et écologiques de notre vie quotidienne.

En tant que chrétiens au moment de ces élections, nous sommes appelés à créer et favoriser, là où nous sommes, des espaces de dialogue ouvert pour un véritable débat démocratique. Et, pourquoi pas, à nous engager dans le champ politique au service du bien commun, à la lumière de l'Évangile et de la Doctrine sociale de l'Église.

Sylvie Bukhari-de Pontual
Présidente, Justice et Paix France



Aéroport de Nuuk © Laketown

L'EUROPE RÉSISTERA-T-ELLE ?

L'Union européenne résistera-t-elle à la stratégie de la tension permanente (de l'attention permanente, aussi !) déployée par le président américain Donald Trump ? On pouvait croire, après les déclarations fracassantes de son vice-président à Munich en février dernier, prédisant l'effondrement de l'Europe, que ce serait pour l'Union un coup de fouet capable de réveiller sa fierté, la conscience de ses forces, de son histoire : une invitation à affronter ensemble l'adversité malgré des différences de plus en plus notables entre ses membres.

Il y eut l'Ukraine où le président américain pensait pouvoir amener Poutine à la paix, en se passant de l'avis des Européens pourtant particulièrement concernés par cette guerre menée par la Russie contre un État indépendant. Aujourd'hui, le Groenland est au cœur de l'affrontement entre alliés de longue date, au nom de la sécurité des États-Unis et de ses «amis», contre la Russie et la Chine. Un «accord» serait trouvé. Jusqu'au prochain soubresaut.

Celui qui revendique d'être à la tête de la plus grande puissance du monde est sûr que les Européens se rendront à ses raisons. Il aime ainsi brandir l'arme des

droits de douane. Il sait aussi que le risque de voir l'Otan se fissurer et le parapluie protecteur américain se replier, inquiète les pays de l'Est de l'Europe, à juste titre anxieux des visées de Poutine. La menace économique pèse également : l'Europe, malgré ses forces – l'étendue de son marché, ses capacités d'innovation, ses talents scientifiques... – reste très dépendante des États-Unis, notamment sur le plan du numérique ou des équipements militaires.

L'enjeu, pourtant, dépasse les seules frontières du Groenland ou de l'Europe. Les instruments mis en place pour une meilleure organisation du monde, comme l'ONU, malgré leurs insuffisances ou leurs failles, les traités internationaux (sur le désarmement ou sur l'environnement), visent à juguler la loi du plus fort, militairement ou économiquement. Les règles de la démocratie dans de nombreux pays sont mises à mal, les droits humains ne semblent plus être vus comme universels. Ces valeurs ont construit le socle de l'Union européenne. Elle se doit de les défendre. Et de résister.

Dominique Quinio
Justice et paix France

EN VUE DES MUNICIPALES : L'OPTION PRÉFÉRENTIELLE POUR LES PAUVRES N'EST PAS OPTIONNELLE

ÉLECTIONS MUNICIPALES

15 et 22 mars

2026

Avant d'aller voter, revisiter la pensée sociale de l'Église n'est jamais inutile ! Si elle ne donne pas une recette magique pour élaborer un programme, intervenir dans un débat ou simplement choisir quel bulletin déposer dans l'urne, elle nous offre de précieux repères pour décider en chrétien – selon la toute nouvelle et belle signature du mouvement Eccleria (anciennement MCC). Un de ces repères est le principe de l'option préférentielle pour les pauvres dont le pape Léon XIV a donné une présentation riche et suggestive dans sa première exhortation apostolique *Dilexi te* (DT) (Je t'ai aimé) publiée le 4 octobre dernier, en la fête de saint François d'Assise (un symbole éloquent).

Cette option n'a rien d'optionnelle pour les chrétiens car il en va du cœur même de la foi en un Dieu « *qui est pris de compassion pour la pauvreté et la faiblesse de l'humanité entière et qui, voulant relever et inaugurer un Règne de justice, de fraternité et de solidarité, a particulièrement à cœur ceux qui sont discriminés et opprimés* » (DT 16). Pour les chrétiens « *les pauvres ne sont pas une catégorie sociologique mais la chair même du Christ* » (DT 110). En conséquence « *l'engagement en faveur des pauvres et pour l'élimination des causes sociales et structurelles de la pauvreté, bien qu'il ait pris de l'importance au cours des dernières décennies, reste toujours insuffisant* » (DT 9). Il s'agit de prendre en considération de multiples visages de la pauvreté : pauvreté matérielle, marginalisation, invisibilisation, droits bafoués, pauvreté culturelle, etc. (cf. DT 9).

Deux aspects de l'option préférentielle pour les pauvres sont particulièrement mis en valeur dans l'exhortation et doivent nous interpeller. S'engager en faveur des plus pauvres ou plus précarisés requiert d'affronter les causes structurelles de la pauvreté au-delà des nécessaires actions d'assistance et d'aide personnelle. Léon XIV souligne que « *les pauvres ne sont pas là par hasard ni en raison d'un destin aveugle et amer. La pauvreté n'est pas non plus, pour la plupart d'entre eux, un choix. Certains osent pourtant encore l'affirmer, faisant preuve d'aveuglement et de cruauté* » (DT 14). Par ailleurs, ce ne sont pas les forces invisibles du marché qui feront disparaître la pauvreté mais bien au contraire la mise en place (ou la défense) de mécanismes qui promeuvent le bien commun, respectent la dignité de tous sans exception (cf. DT 92) ou encore contribuent au soin de notre maison commune (cf. DT 96).

S'engager en faveur des pauvres c'est aussi reconnaître et promouvoir leur voix et leur capacité d'agir. Ils sont « *des sujets capables de créer leur propre culture, plutôt que des objets de bienfaisance* » (DT 100). Dans *Fratelli tutti*, le pape François invitait à dépasser « *cette idée de politiques sociales conçues comme une politique vers les pauvres, mais jamais avec les pauvres, jamais des pauvres* » (*Fratelli tutti* [2020], 169).

Le dernier rapport annuel du Secours Catholique – Caritas France sur l'état de la pauvreté en France (novembre 2025) nous donne des repères bien concrets pour placer cette option préférentielle pour les pauvres au cœur de nos discernements pour les municipales à venir. Il rappelle que l'INSEE constate un sommet atteint par le taux de pauvreté depuis 30 ans (15,4% de la population en 2023, +650 000 personnes en un an, hausse inédite depuis 30 ans). En s'appuyant sur sa connaissance de plus d'un million de personnes soutenues par l'association, le rapport rappelle aussi qu'on ne choisit pas de vivre dans la grande pauvreté et que la pauvreté n'est pas une fatalité. Face à la recrudescence des discours stigmatisants, « *il est urgent que la parole et l'action publiques entendent l'attente de respect formulée par tant de personnes en galère, qui résonne comme un cri : "si on a du respect, on n'a pas de jugement sur les gens, on est bienveillant"* » (Rapport annuel, p. 16).

Pour le Secours Catholique, « *les élections municipales de mars 2026 sont l'occasion de rejoindre les personnes en précarité du territoire, à partir de l'écoute de leurs besoins et de leurs propositions. L'analyse des besoins sociaux à laquelle est tenue chaque commune en début de mandat est une occasion pour ce faire et pour anticiper les nouvelles vulnérabi-*



lités liées aux dérèglements du climat et de l'environnement». C'est l'occasion de pousser « *les villes à s'engager pour l'accueil des personnes en situation de grande exclusion, en repérant leurs besoins, en développant des modes d'accueil, d'aller-vers et d'accompagnement adaptés (maraudes, accueils de jour...) et en leur garantissant l'accès inconditionnel aux biens et services essentiels : eau potable, douches, sanitaires, alimentation... La commune est un acteur pertinent pour soutenir des projets favorisant l'accès de tous à une alimentation saine et durable, et pour lever des barrières à l'accès aux droits, en assumant pleinement le rôle des CCAS en matière de domiciliation, en repérant les situations de non-recours, voire en rejoignant l'expérimentation "territoires zéro non-recours"* » (Rapport annuel, p. 17). Dans notre discernement pour les élections municipales, l'option préférentielle pour les pauvres n'est pas optionnelle.

Grégoire Catta sj,
Facultés Loyola Paris

LA DIGNITÉ DANS LES ASSIETTES

Dans *Dilexit te*, le pape Léon XIV nous exhorte à nous engager par et pour les pauvres. Alors qu'autour de nous semble triompher le culte de la force, j'aimerais ici illustrer la puissance que représente l'éthique de la vulnérabilité, de la patience et du collectif.

Depuis 2016, sur notre territoire de Lorraine, des acteurs locaux, élus, agriculteurs, professionnels et premiers concernés se sont lancés dans la folle aventure de la lutte contre la précarité alimentaire, au plus près des réalités locales. Dans le sillage du rapport d'ATD Quart Monde «Se nourrir quand on est pauvre», une dynamique de réflexion collective s'est engagée autour de l'accès de tous à une alimentation digne, durable et de qualité, c'est le projet «de la dignité dans les assiettes».

Nous nous sommes laissé déplacer par la parole des personnes concernées, des plus petits, en partant de leur expérience concrète de la précarité alimentaire. Cette parole, accompagnée par la méthode de travail d'ATD Quart Monde et soutenue par les éclairages de professionnels, d'élus et de bénévoles, nous a permis d'adopter une compréhension plus globale de la précarité alimentaire. En 2019, ce travail a abouti à une charte signée par l'ensemble des partenaires, formalisant onze principes fondateurs de la démarche reposant sur le respect, l'autonomie et la confiance.

Loin de la traditionnelle distribution alimentaire, diverses expérimentations et projets ont alors vu le jour : des achats groupés auprès d'agriculteurs locaux, des formations à destination des professionnels de l'aide alimen-



taire ou encore la réflexion et la mise en place de jardins nourriciers sur des terres communales. Ces initiatives ont fait l'objet d'observations et de capitalisation dans le cadre de laboratoires d'usage, qui relisent les expériences vécues et alimentent la recherche sur la précarité alimentaire. C'est une prouesse d'intelligence collective !

En 2025, nous avons dressé le bilan de neuf années de déploiement et d'enseignements, avec 150 participants dont un tiers vivant en situation de précarité. Nous pouvons nous féliciter de compter aujourd'hui 442 familles adhérentes au projet, et de constater que 90% des personnes concernées ont observé une amélioration de leur accès à une alimentation de qualité et durable.

En remettant au cœur de la démarche l'expérience des plus précaires, nous avons transformé notre manière

d'agir : ne plus faire pour, ne plus faire sans, mais faire avec. Ce point de départ change profondément la manière de poser les problèmes. Ainsi, l'intuition du pape François, qui voit dans la crise écologique une crise humaine et sociale, se confirme. Relever le défi d'une alimentation durable, c'est d'emblée intégrer la dimension sociale et penser en termes de dignité, d'accès et de juste rémunération des agriculteurs. Opposer la fin du monde et la fin du mois est un débat stérile dès lors que l'on pense l'écologie en termes populaires.

Nous avons appris que le collectif, le «faire avec», est une démarche profondément transformatrice pour les structures. Elle humanise les pratiques et les institutions. Dans nos frénésies de simplification administrative, économique et bureaucratique, nous oublions trop souvent l'humain et le sens du service. Si nos institutions et nos politiques publiques doivent connaître une révolution, c'est bien en gardant pour boussole le service de la dignité humaine. Sans cela, toute transformation sera vaine.

Cette démarche rappelle combien il est crucial de placer la parole des pauvres au centre de l'action politique. Elle illustre concrètement l'option préférentielle pour les pauvres de la doctrine sociale de l'Église.

Ce projet pourrait paraître anecdotique. Pourtant, à l'heure où, partout en Europe et dans le monde, les lumières de l'idéal démocratique et social s'éteignent peu à peu, il me semble que commencer à construire la justice à partir de droits fondamentaux, comme l'accès à une alimentation digne, constitue déjà un véritable tour de force démocratique.

*Dominique Potier,
Député de Meurthe-et-Moselle,
et son équipe*





ÉCOLOGIE INTÉGRALE : PASSER DE L'ÉTHOS DU DÉCHET À LA CULTURE DU SOIN

Le *Documents Épiscope* #18 qui vient de paraître a été réalisé par une équipe de Justice et Paix France (JPF) conduite par Dominique Serra-Coatanea, enseignante chercheuse aux Facultés Loyola et membre du CA de JPF, et par le P. André Talbot, théologien, prêtre du diocèse de Poitiers et membre du CA de JPF.

Justice et Paix France aux côtés de la Conférence des évêques de France pour éclairer les questions sociales, politiques et environnementales et contribuer, pour sa part, aux réflexions de cette Conférence, en présence d'un évêque référent, Mgr Jacques Blaquart. Ces travaux ont donné lieu à plusieurs publications qui ont entraîné des formations particulières, tant en diocèses que dans des communautés religieuses. La thématique retenue et la méthode de travail collaborative, à partir du terrain et des engagements concrets des acteurs, ont permis un long mûrissement pour documenter les « styles » de passage repérables pour refuser une « culture du déchet » et s'engager dans une « culture du soin ».

Ce *Documents Épiscope* est une forme d'hommage rendu à la fécondité de la réception et aux réflexions engendrées à la suite de la publication de l'encyclique *Laudato si'* du pape François. Son thème, qui porte sur une analyse concrète des voies de résistance à l'éthos du déchet, fut suggéré par le dicastère pour la Promotion du développement humain intégral lors de la visite de notre secrétaire général en 2020. Nous avons relevé le défi de cette suggestion : examiner la question des déchets et la traiter en parlant à la fois des objets au rebut mais aussi et surtout des personnes qui se trouvent traitées socialement comme des déchets qu'on laisse derrière pour ne plus les voir. Le pape Léon XIV, dans le sillage de cette dynamique, a ouvert son pontificat en appelant fermement à cette écoute tant de la clameur de la terre que de la clameur des pauvres, intimement liées (*Dilexi te*, 2025).

Cette capacité à reconnaître les liens d'interdépendance de tous est bienvenue en vue d'un rapport plus pacifié à notre environnement, afin d'apprendre à vivre sans se projeter

indéfiniment dans l'acquisition d'objets. Pour cela, il est bon d'accueillir la vie comme un don précieux, de se réjouir de la beauté qui nous entoure, notamment de la biodiversité, sans immédiatement considérer la nature comme une réserve de ressources à exploiter. Il est bon de goûter la vie pour avoir goût de donner à vivre, de penser et d'agir en termes de partage et non de possession anxieuse. Les relations humaines ne se bornent alors pas à une lutte sans fin qui fait que l'on vénère les puissants d'un moment et que l'on exclut les plus fragiles. Elles ne se réduisent pas non plus à un grand marché en raison duquel on ne s'intéresse qu'à la force de travail et au pouvoir d'achat de ses semblables. Nous valons bien mieux que cela. Alors, permettons que s'éveillent en nous le désir d'alliance, le goût de la paix, le plaisir de la fraternité.

Les défis du temps appellent à un surcroît d'intelligence et de responsabilité. Nous en avons des signes révélateurs quand le rapport au vivant, végétal et animal, vise l'harmonie et non d'abord la domination.

Pour honorer la bonté et la beauté de ce don de la vie, il est précieux de considérer notre rapport à l'environnement et envers nos semblables non comme une fatale lutte à mort, mais comme une promesse d'alliance au service de cette vie. Le pape Léon, depuis son élection, ne cesse de dénoncer les actes de violence et les dénis des droits humains qui enfonce notre monde dans le malheur : il appelle résolument à la paix. Pour servir l'avenir de la vie sur notre terre, il n'est donc pas inconvenant de parler de charité et d'amour, non comme une chanson douce pour oublier un moment les malheurs du temps, mais pour passer du rejet de l'autre à une culture du soin. Au terme de notre parcours, nous sommes heureux de partager ces quelques signes d'espérance et de contribuer ainsi à la paix.

Dominique Serra-Coatanea et André Talbot

➡ Pour commander :

<https://publications.cef.fr/accueil/879-ecologie-integrale-passer-de-l-ethos-du-dechet-a-la-culture-du-soin.html>

Règlement par carte bancaire en ligne ou par chèque.

JE SOUTIENS JUSTICE ET PAIX FRANCE, en faisant un don :

- ☐ par chèque bancaire à l'ordre de Justice et Paix – 58 avenue de Breteuil, 75007 Paris.
- ☐ par virement IBAN FR76 1820 6002 9412 8907 4400 188
- ☐ DON euros
- ☐ Je souhaite recevoir un reçu fiscal.

Nom, Prénom :

Adresse :

CP : Ville :

Adresse e-mail :

JUSTICE ET PAIX FRANCE

58 avenue de Breteuil, 75007 Paris - Tél. 01 72 36 69 03 - justice.paix@cef.fr

Présidente : Sylvie Bukhari-de Pontual Évêque référent : Mgr Jacques Blaquart

Membres : Virginie Amieux - Maria Biedrawa - Catherine Billet - Pierre Blanc - Geneviève Colas - Cécile Dubernet - Patrice Dufour - Nayla Haddad - Marie-Noëlle Koyara - Sr Jeannette Londadjim - Dominique Quinio - P. Thierry Reveneau - Jean-Luc Rolland - Michel Roy - Dominique Serra-Coatanea - P. André Talbot - Denis Viénot - Philippe Zeller

Directeur de la publication : Sylvie Bukhari-de Pontual

Comité éditorial : Marc de Montalembert

Secrétariat de rédaction : Béatrix de Vareilles

Mise en page : Service Édition/Publication de la CEF

ISSN 1148-4705 - Dépôt légal : Février 2026

Impression : Saxoprint eurl, Asnières